

Unité bidépartementale Eure Orne  
1, avenue du Maréchal Foch CS 50021  
27020 Evreux Cedex

Évreux, le 10/03/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BRANTHOMME SARL**

Rue de l'Industrie  
27950 Saint-Marcel

Références : UBDEO.ERA.26.03.85.DB  
Code AIOT : 0005802194

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement BRANTHOMME SARL implanté 15 rue de l'Industrie 27950 Saint-Marcel. L'inspection a été annoncée le 26/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle (PPC) et fait suite aux constats du rapport d'inspection du 18 janvier 2024 (visite du 25/10/2023, référence UBDEO.2023.32.ERA.CG). Lors de cette précédente inspection, l'exploitant avait indiqué son intention de vendre l'exploitation et d'arrêter définitivement l'activité ICPE. L'inspection avait demandé à l'exploitant de préciser par courrier s'il s'agissait d'une vente avec arrêt définitif ou d'un transfert d'activité, et de transmettre le rapport d'analyse des rejets aqueux (article 20 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018). La plaquette d'information sur la cessation d'activité des installations classées avait été communiquée à l'exploitant.

L'exploitant a contacté la DREAL fin 2025 afin d'obtenir des précisions sur la procédure de cessation d'activité. Un échange téléphonique a eu lieu en octobre 2025, au cours duquel les

grandes étapes de la procédure ont été rappelées.

La présente visite avait pour objectifs :

- faire le point sur la situation administrative de l'établissement au regard de la cessation d'activité,
- vérifier la conformité des volumes stockés au regard des rubriques autorisées,
- contrôler l'état des infrastructures de prévention des pollutions,
- vérifier la transmission du rapport d'analyse des rejets demandé en 2023.

**Périmètre et méthode.** Cette inspection a été réalisée selon une méthodologie de contrôle ciblé par enjeux. L'examen a porté sur quatre thèmes déclinés en quatre points de contrôle. Les constats portent exclusivement sur ces thématiques. Le contrôle ne couvre pas l'ensemble des prescriptions applicables à l'établissement et ne dispense pas l'exploitant de ses obligations réglementaires.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BRANTHOMME SARL
- 15 rue de l'Industrie 27950 Saint-Marcel
- Code AIOT : 0005802194
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BRANTHOMME SARL exploite un établissement de récupération et stockage de ferrailles, métaux non ferreux et véhicules hors d'usage sur un terrain de 1 ha 52 ares en zone industrielle. L'activité principale est la récupération, le stockage, le cisailage, le pressage et le découpage de ferrailles et métaux en vue de réexpédition. Le stockage maximal autorisé est de 1 500 tonnes de métaux. L'aire bétonnée collecte les eaux de ruissellement et les achemine vers un séparateur d'hydrocarbures avant rejet au réseau d'eaux pluviales raccordé à la station d'épuration collective de Saint-Marcel.

L'activité est en baisse constante depuis 2018 (de 1 200 tonnes/mois à environ 300 tonnes/mois lors de l'inspection précédente en 2023). L'exploitant informe que l'activité est maintenue au minimum depuis trois ans dans l'attente de la signature d'un compromis de vente portant sur les deux sites ICPE contigus (BRANTHOMME SARL et BRANTHOMME Jean-Christophe, activité VHU).

La situation administrative est définie par l'acte suivant : Arrêté préfectoral du 5 janvier 1995 (prescriptions annexées), portant autorisation d'exploiter au titre de l'ancienne rubrique 286 de la nomenclature des installations classées (rubriques 2713 et 2718 actuelles).

Le tableau de classement en vigueur est : rubrique 2713 (A, stockage de métaux, surface autorisée supérieure à 50 m<sup>2</sup>, stockage maximal 1 500 tonnes), rubrique 2718 (A, batteries, 5 tonnes maximum). L'arrêté préfectoral d'origine autorisait également le stockage de 20 véhicules hors d'usage.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Émissions dans l'eau – analyse des rejets	Arrêté Préfectoral du 05/01/1995, article 3.1.12 et 3.1.14. Art. 18 et 20 de l'AM du 6 juin 2018	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Cessation d'activité — Notification au préfet et mise en sécurité	Arrêté Préfectoral du 05/01/1995, article 5.3. Code de l'environnement, articles R. 512-39-1 et R. 512-75-1 et	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
2	Volumes stockés et classement ICPE	Arrêté Préfectoral du 05/01/1995, article 1.1 . Nomenclature des installations classées, rubriques 2712, 2713, 2718 et 2712	/	Sans objet
3	Infrastructures et prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 05/01/1995, article articles 2.6, 3.1.8 et 3.1.12 ; arrêté ministériel du 06/06/2018, article 16	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a indiqué que l'activité est maintenue au minimum depuis trois ans dans la perspective d'une vente du site. Un compromis de vente avait été signé et une étude en sites et sols pollués avait été initiée dans le cadre de la procédure de cessation, mais le compromis n'a pas abouti et les démarches ont été interrompues. L'exploitant informe qu'un nouveau projet de cession est en cours, portant conjointement sur les deux sites ICPE contigus (BRANTHOMME SARL et BRANTHOMME Jean-Christophe). En attendant la conclusion de ce projet, l'activité est réduite d'environ 50 % par rapport au niveau déjà faible constaté en 2023. La cessation d'activité n'est pas, au jour de l'inspection, notifiée au préfet.

L'inspection ne constate pas d'anomalie sur les volumes stockés. La rubrique 2718 (batteries) n'est plus exercée : l'exploitant a cessé cette activité en raison de la baisse du prix de rachat et des contraintes associées (équipement spécifique, contrat dédié). L'inspection n'a constaté aucun stockage de batteries sur le site. L'activité de stockage de véhicules hors d'usage (ancienne rubrique 2712) n'est pas exercée par l'exploitant ; cette activité est exploitable sur le site contigu. L'inspection n'a constaté aucun véhicule hors d'usage. L'entreposage de métaux est réalisé sur la dalle bétonnée, sur une surface inférieure à la surface autorisée. L'inspection a constaté l'apport volontaire de métaux par un particulier au cours de la visite, attestant du maintien de l'activité. L'état de la dalle bétonnée est satisfaisant. L'exploitant informe que la dalle est régulièrement réparée à l'aide des rebuts de la centrale à béton située à proximité. L'inspection n'a pas constaté

de flaques d'huile ni de traces d'irisation sur les eaux de ruissellement. Le bordereau de suivi de déchets du dernier pompage du séparateur d'hydrocarbures a été présenté.

En revanche, l'exploitant n'a pas présenté le rapport d'analyse des rejets aqueux demandé lors de l'inspection de 2023. La carence perdure. Toutefois, compte tenu de la perspective de fermeture du site, de l'absence de pollution visible, de la vidange récente du séparateur d'hydrocarbures et d'enjeux assez limités, l'inspection propose une demande d'action corrective sous six mois plutôt qu'une mise en demeure. Si, dans ce délai, la cessation d'activité est notifiée, l'analyse sera traitée dans le cadre de la procédure de mise en sécurité et de réhabilitation du site. Dans le cas contraire, l'exploitant est tenu de faire procéder à l'analyse et de la tenir à disposition de l'inspection. Cette approche respecte le principe de proportionnalité des suites administratives au regard de la situation d'un établissement en fin de vie, qui coopère avec l'administration et a déjà initié des démarches de cessation.

Au cours de la visite, l'inspection a rappelé à l'exploitant les grandes étapes de la procédure de cessation d'activité : notification au préfet (au moins trois mois avant l'arrêt définitif), mise en sécurité du site avec attestation par un organisme certifié SSP, mémoire de réhabilitation avec attestation d'adéquation, travaux de réhabilitation avec attestation de conformité.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Cessation d'activité — Notification au préfet et mise en sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/01/1995, article 5.3. Code de l'environnement, articles R. 512-39-1 et R. 512-75-1 et
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cessation d'activité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 25/10/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 19/02/2026</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Article 5.3 de l'arrêté préfectoral du 05/01/1995 :</b> « En cas de cessation d'activité, l'exploitant doit en informer le Préfet dans le mois qui suit. L'exploitant doit remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976. »  <b>Article R. 512-39-1 du code de l'environnement :</b> « I. - Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III. - Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, de cette mise en œuvre par une

entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. »

**Article R. 512-75-1 du code de l'environnement (extrait) :**

« La mise en sécurité comporte notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. »

**Constats :**

L'exploitant a indiqué à l'inspection que l'activité est maintenue au minimum depuis environ trois ans, dans l'attente de la signature d'un compromis de vente. Un premier compromis avait été signé, et une étude en sites et sols pollués (SSP) avait été initiée par un organisme certifié dans le cadre de la procédure de cessation. Toutefois, le compromis n'a pas abouti et l'étude a été interrompue.

L'exploitant informe qu'un nouveau projet de cession est en cours, portant conjointement sur les deux sites ICPE contigus : BRANTHOMME SARL (récupération de métaux) et BRANTHOMME Jean-Christophe (activité VHU). En attendant la conclusion de ce projet, l'activité est réduite mais non arrêtée. L'inspection a constaté, au cours de la visite terrain, l'apport volontaire de métaux par un particulier, attestant du maintien de l'activité.

La cessation d'activité n'est pas, à la date de l'inspection, formellement notifiée au préfet au sens de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement. L'exploitant a connaissance de la procédure de cessation (plaquette d'information transmise en octobre 2025, échange téléphonique avec l'inspection, rappel des étapes au cours de la présente visite).

L'inspection prend acte de la démarche proactive de l'exploitant (contact volontaire avec la DREAL, étude SSP initiée lors du précédent compromis) et de la perspective de cession. L'activité étant maintenue, il n'y a pas, au jour de l'inspection, d'écart au regard de la réglementation relative à la cessation d'activité.

**Information communiquée à l'exploitant :** En cas de signature d'un compromis de vente, il est demandé à l'exploitant, soit de notifier la cessation d'activité au préfet conformément à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement et d'engager la procédure de mise en sécurité et de réhabilitation du site, soit de confirmer par écrit la poursuite d'activité et, le cas échéant, de déclarer le changement d'exploitant dans les formes prévues.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Volumes stockés et classement ICPE**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/01/1995, article 1.1 . Nomenclature des installations classées, rubriques 2712, 2713, 2718 et 2712

**Thème(s) :** Situation administrative, Adéquation des volumes

**Prescription contrôlée :**

L'établissement est autorisé pour le stockage de 1 500 tonnes de métaux (rubrique 2713), le stockage de batteries dans la limite de 5 tonnes (rubrique 2718) et le stockage de 20 véhicules

hors d'usage.

**Article 1.1 de l'arrêté préfectoral du 05/01/1995 :**

« La SARL BRANTHOMME Jean-Claude est autorisée à exploiter un établissement de récupération et stockage de ferrailles, métaux non ferreux et véhicules hors d'usage sur un terrain de 1 Ha 52 ares. [...] Le stockage maximal sera de 1 500 tonnes de métaux, le nombre maximum de véhicules stockés sera de 20. »

**Constats :**

**Rubrique 2713 (métaux ferreux et non ferreux).** L'inspection constate l'entreposage de métaux et ferrailles sur la dalle bétonnée, sur une surface inférieure à la surface autorisée (cf photos 3 à 7 en annexe I). Les volumes stockés sont cohérents avec le niveau d'activité réduit déclaré par l'exploitant. L'inspection ne constate pas de dépassement des seuils autorisés.

**Rubrique 2718 (batteries).** L'exploitant informe que l'activité d'entreposage de batteries n'est plus exercée. Cette activité nécessitait une benne spécifique et un contrat dédié. L'exploitant indique que le prix de rachat des batteries a fortement diminué, rendant l'activité économiquement non viable au regard des contraintes associées. L'exploitant a néanmoins souligné que cette activité présentait un intérêt écologique en permettant d'éviter les dépôts sauvages de batteries sur le secteur de Vernon et Saint-Marcel. L'inspection ne constate aucun stockage de batteries sur le site. L'établissement est autorisé pour 5 tonnes ; le jour de la visite, la quantité stockée est de 0 tonne. Le site respecte la situation administrative sur ce point.

**Activité VHU (ancienne rubrique 2712).** L'arrêté préfectoral d'origine autorisait le stockage de 20 véhicules hors d'usage. L'exploitant informe qu'il n'exerce pas cette activité, celle-ci étant exploitée sur le site contigu par M. Jean-Christophe BRANTHOMME. L'inspection ne constate aucun véhicule hors d'usage sur le site (cf photos 3 à 7 en annexe I).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Infrastructures et prévention des pollutions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 05/01/1995, article articles 2.6, 3.1.8 et 3.1.12 ; arrêté ministériel du 06/06/2018, article 16

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention des pollutions

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 25/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 19/02/2026

**Prescription contrôlée :**

Le sol des aires de stockage des matériaux souillés et des véhicules hors d'usage sera étanche.

L'aire bétonnée étanche aura une superficie de 4 500 m<sup>2</sup> minimum. Le dispositif de traitement des effluents est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien.

**Article 2.6 de l'arrêté préfectoral du 05/01/1995 (extrait) :**

« Une ou plusieurs aires spéciales, étanches et nettement délimitées seront réservées pour le dépôt des matériaux souillés. Les moteurs seront placés sur une aire étanche. Des récipients ou cuves étanches seront prévus pour stocker les liquides, huiles, batteries récupérées. »

**Article 3.1.8 de l'arrêté préfectoral du 05/01/1995 :**

« Le sol des aires de stockage des matériaux souillés et des véhicules hors d'usage sera étanche. L'aire bétonnée étanche (entretenu en bon état) aura une superficie de 4 500 m<sup>2</sup> minimum. »

**Article 16 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 :**

Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'inspection a réalisé une visite in situ des installations (cf photos en annexe I). L'entreposage de métaux est effectué sur une dalle bétonnée qui collecte les eaux de ruissellement et les achemine vers le séparateur d'hydrocarbures. L'exploitant informe que la dalle est régulièrement réparée à l'aide des rebuts de la centrale à béton située à proximité immédiate du site.

L'inspection n'a pas constaté de flaques d'huile ni de traces d'irisation sur les eaux de ruissellement collectées par la dalle. L'exploitant a indiqué que l'entreposage de métaux ferreux et non ferreux n'est pas, en soi, une activité génératrice de pollution chronique des eaux.

L'exploitant a présenté le bordereau de suivi de déchets (BSD) du dernier pompage du séparateur d'hydrocarbures (cf photos 1 et 2 en annexe I). L'exploitant a indiqué qu'en raison de la baisse d'activité et de la perspective de cessation, il avait initialement envisagé de ne procéder à la vidange que dans le cadre de la cessation définitive. Toutefois, le temps passant, il a fait procéder à la vidange. Le BSD a été présenté à l'inspection.

L'inspection ne constate pas d'anomalie sur l'état des infrastructures de prévention des pollutions.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Émissions dans l'eau – analyse des rejets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/01/1995, article 3.1.12 et 3.1.14. Art. 18 et 20 de l'AM du 6 juin 2018

**Thème(s) :** Situation administrative, Mesures périodiques

**Prescription contrôlée :**

Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Le rejet des eaux pluviales traitées ne contiendra pas plus de



5 mg/l d'hydrocarbures (normes NFT 90.203 et NFT 90.114).

**Article 3.1.12 de l'arrêté préfectoral du 05/01/1995 :**

« Les eaux de lavage utilisées pour le dégraissage des pièces, ainsi que les eaux de ruissellement des sols collectées sur l'aire bétonnée, transiteront dans un débourbeur-séparateur d'hydrocarbures, suffisamment dimensionné, avant rejet au réseau d'eaux pluviales de la commune de Saint Marcel. »

**Article 3.1.14 de l'arrêté préfectoral du 05/01/1995 :**

« Le rejet des eaux pluviales traitées ne contiendra pas plus de 5 mg/l d'hydrocarbures (Normes NFT 90.203 et NFT 90.114). »

**Article 20 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 :**

« Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article. »

**Article 18 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 (extrait - rejets raccordés à une STEP collective) :**

Les rejets d'effluents dans un réseau raccordé à une station d'épuration collective respectent les valeurs limites fixées à cet article, portant notamment sur : MEST, DCO, DBO5, azote global, phosphore total, hydrocarbures totaux, métaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Fe, Al, Cd, Hg), arsenic, fluor, composés organiques volatils, indice phénols.

**Constats :**

L'exploitant n'a pas présenté le rapport d'analyse des eaux pluviales avant rejet dans la station d'épuration collective. La carence constatée lors de l'inspection de 2023 perdure.

L'exploitant a présenté une redevance relative au raccordement à la station d'épuration. L'inspection a indiqué que cette redevance ne constitue pas une analyse des concentrations de polluants au sens de l'article 20 de l'arrêté ministériel. L'exploitant a également indiqué que les analyses étaient auparavant réalisées par la commune ou un service associé.

L'inspection n'a pas constaté, au cours de la visite terrain, de pollution visible des eaux de ruissellement (absence de flaques d'huile, absence d'irisation). L'exploitant a présenté le bordereau de suivi de déchets du dernier pompage du séparateur d'hydrocarbures, attestant de l'entretien du dispositif de traitement.

L'inspection propose de ne pas mettre en demeure l'exploitant de procéder à cette analyse, mais de formuler une demande d'action corrective sous six mois. Cette approche est motivée par les éléments suivants :

- l'activité est en perspective de fermeture et réduite au minimum,
- l'exploitant a engagé de bonne foi des démarches de cessation (contact volontaire avec la DREAL, étude SSP antérieure),
- le séparateur d'hydrocarbures a fait l'objet d'une vidange récente (BSD présenté - cf photos & et 2 en annexe I),
- l'inspection n'a pas constaté de pollution visible des eaux de ruissellement (cf photos 3 à

7en annexe I),

- la proportionnalité des suites administratives commande d'adapter la réponse à la situation d'un établissement coopératif en fin de vie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Si, dans un délai de six mois, la cessation d'activité n'est pas notifiée au préfet, l'exploitant est tenu de faire procéder à une mesure des concentrations des polluants visés à l'article 18 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, par un organisme agréé, et de tenir le rapport d'analyse à disposition de l'inspection. Si la cessation est notifiée dans ce délai, l'analyse sera traitée dans le cadre de la procédure de mise en sécurité et de réhabilitation du site. L'inspection ne demande pas la transmission de justificatifs à ce stade. La situation sera réexaminée lors d'une prochaine inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois